

Les bureaucrates signent leur tentative criminelle CONTRE L'UNITÉ DU PARTI

Leurs prétextes de discipline s'étant effondrés, ils avouent maintenant que leurs coups sont dirigés contre l'opposition révolutionnaire.

Soit! Sur ce terrain aussi, nous défendons notre Parti de classe contre le réformisme et l'esprit de secte.

Il faut croire que « l'opération » ne va pas sans difficultés. Il faut croire que, dans le Parti, le nombre des militants indépendants est plus grand qu'on ne le pouvait imaginer.

Car le secrétaire général du Parti se voit obligé de pilonner chaque jour les malheureux « rebelles » que nous sommes, pour continuer à nous piétiner, à nous écraser, à nous faire disparaître dans le silence et l'opprobre...

Avec une énergie qu'on aurait aimé voir s'exercer contre les cagoullards ou les profiteurs de la nationalisation des industries de guerre, Paul Faure s'acharne contre la Fédération de la Seine et contre la Gauche révolutionnaire. Mais surtout, il entend avoir seul la parole! Que personne ne réplique! Aucun droit de réponse pour ces « misérables »...

En vain, la minorité de la C.A.P. se solidarise avec la Fédération et demande à faire connaître sa protestation aux membres du Parti... Impossible! On n'entendra qu'une cloche! Celle de la dictature bureaucratique.

En vain, des camarades de province envoient des protestations. Notre camarade Levant (Seine-et-Oise) écrit un leader pour le *Populaire*. Rien ne passe! Silence dans les rangs!

En vain, notre camarade Deixonne, du Cantal, demande à disposer d'un leader, à son tour, pour remplacer les représentants de la G.R... Sans doute, on peut écrire... Mais, à la condition, bien entendu, de ne pas mettre en cause la décision de la Commission nationale des conflits, qui est sans appel. (Lettre de Paul Faure à Deixonne, du 26 avril.)

Après cela, on pourra affirmer avec un beau cynisme (comme l'écrivit Gaillard dans le *Populaire du Centre* du 30 avril), que « la liberté de pensée et de dire ce qu'on pense restent intactes dans le Parti ».

Mais voyons de plus près les procédés de *bouillage de crânes* employés contre nous. Le seul fait de nous refuser le droit de défense juge déjà le sérieux de l'accusation. Il ne suffit pas de nous priver de toute représentation à certains organismes du Parti dont notre minorité a toujours été éliminée, par exemple le personnel rédactionnel du *Populaire* ou la *délégation permanente* : tous les délégués permanents sont de la même « tendance » et passent dans les sections et fédérations pour nous discrediter. C'est déjà une singulière conception du respect des règlements du Parti (art. 19).

Il faut maintenant, pour mieux noyer son chien, l'accuser de la rage.

Soit. Examinons les affirmations du secrétaire : leur seule lecture nous reconforte, car elle prouve que celui-ci est obligé de ne pas dire la vérité... Il peut, sans doute, tromper provisoirement de braves camarades qui ne connaîtront pas nos mises au point... MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS?

La politique de verbalisme socialiste et de réalisme conservateur, qui nous a conduits aux décrets-lois Daladier-Mandel et au surarme-

ment, est-ce qu'on pourra la présenter longtemps aux travailleurs en la travestissant aussi facilement que les prétextes à notre exclusion?

Retour en arrière

Le secrétaire général du Parti croit nous accabler en reproduisant (et d'ailleurs en tronquant et déformant) les réactions de nos militants qualifiés, secrétaires des grosses sections parisiennes ou des Jeunesses, au lendemain du drame de Clichy. Mais nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons dit et écrit en ces moments douloureux. C'est tout une politique qui a commencé là à trébucher sur les réalités de la lutte des classes. Qui a réintroduit les représentants des deux cents familles dans les conseils du gouvernement de Front populaire? Qui a été chercher le concours du cardinal Verdier, pour obtenir « l'argent de la bourgeoisie »? Qui a protégé une réunion de Croix de Feu dans une cité ouvrière, où elle était une provocation, en laissant des revolvers aux agents, des mousquetons et des cartouches aux gardes mobiles? Qui a refusé d'entendre les délégués du Front populaire de Clichy et du Parti, annonçant que la réaction de la classe ouvrière serait « violente », « extrêmement grave », et demandant l'interdiction de la réunion fasciste?

Qui, pendant cette période décisive de mars 1937, où le choix s'opérait entre la voie de la confiance des banques et celle de la confiance des masses, *bourrait le crâne, grossièrement, des militants*, en écrivant dans le bulletin adressé aux sections : « Coup droit à la réaction! La finance est asservie! Quelle capitulation! Sont levées toutes les barrières, brisés tous les obstacles à la libre circulation de l'or : au lieu de fuir, l'or rentre... Chacun se précipite pour apporter le sien! Quel miracle!... »

Le secrétaire général du Parti n'a-t-il pas quelques comptes à rendre au Parti à propos de toutes les responsabilités qu'il a si légèrement endossées? Et, s'il crie si fort contre la minorité croissante qui trouble son sommeil, n'est-ce pas parce qu'à aucun prix il ne désire s'expliquer sur toutes les capitulations auxquelles il s'est associé?

Pour nous, la réponse est claire :

Si vous ne voulez pas d'affiches sauvant l'honneur du Parti, ne faites pas d'entorse à la volonté, ni à la Charte du Parti;

Si vous ne voulez pas de tract « Alerte au Parti... », ne faites pas l'union nationale...

Mais, si vous prétendez faire une politique et prendre des décisions absolument contraaires à notre Charte, ayez au moins le courage de dire qu'elle ne vaut plus rien et d'en proposer une autre.

Sinon, nous avons le droit de constater, en face des résultats de votre politique : ou bien que vous ne saviez pas où elle conduisait le Parti... (à l'union nationale et aux déchirements intérieurs), et c'est déjà grave; ou bien que vous le saviez... et c'est encore pis!

Et nous en tirons la conséquence finale : ou le Parti se régénérera lui-même, fera reculer la dictature bureaucratique et jouer normalement sa démocratie intérieure;

Ou bien, il s'affichera lui-même aux yeux du prolétariat comme un parti qui n'est plus ni révolutionnaire, ni même simplement démocratique.

MARCEAU PIVERT.

ILS VEULENT LA SCISSION !

Beaucoup de camarades, sincèrement désireux de réparer le mal causé par la décision de dissolution de la Fédération, nous conseillent : « Signez l'engagement de fidélité, « après cela vous continuerez à vous exprimer librement dans le Parti... ».

Nous répondons :

Si, dans l'intérêt du Parti et du prolétariat, les membres du Bureau de la Fédération de la Seine devaient s'effacer de la direction politique de l'organisation, aucun d'eux n'aurait une seconde d'hésitation : leur attitude n'est dictée que par la loi de la démocratie du Parti. Mais la vérité nous oblige à dire que, même dans cette hypothèse, la scission voulue par la bureaucratie serait facilitée : car les instructions du Secrétariat du Parti et du Bureau fédéral dissident désigné par lui sont formelles : les plus actifs militants de la Gauche Révolutionnaire — même s'ils signaient — ne seraient pas acceptés dans cette pseudo Fédération « socialiste ».

Un certain nombre de militants ou de sympathisants de la Gauche Révolutionnaire en ont fait l'expérience, soit parce qu'ils croyaient sincèrement servir mieux leurs idées dans la Fédération dissidente, soit parce qu'ils voulaient se rendre compte des intentions réelles des scissionnistes, ces militants ont reçu la même réponse : « Il ne suffit pas de signer l'engagement de fidélité, il faut encore que nous l'acceptons... et nous ne pouvons pas l'accepter parce que nous ne connaissons comme militant de la Gauche Révolutionnaire ».

C'est donc bien LA SCISSION qui est organisée par la bureaucratie. Pour elle le Parti n'est pas l'expression de la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière... avec tous ses courants d'opinion, ses contradictions internes, ses hésitations, mais aussi sa liberté d'expression, sa discipline consentie d'autant plus facilement que les décisions sont prises avec plus de liberté et d'indépendance à l'égard de qui que ce soit. Non! le Parti de Costedoat est conçu comme une secte : les adhérents doivent d'abord accepter des décisions bureaucratiques non encore ratifiées par le Parti lui-même (c'est-à-dire le Congrès national). Car, enfin, les décisions de la C.N.C., de la C.A.P., le rapport moral du Secrétariat peuvent être mis en minorité au Congrès national, seul juge souverain. Dans ces conditions, que vaudraient les engagements de fidélité à des décisions cassées par la majorité du Parti?

Mais la preuve est faite que le Secrétariat du Parti craint par-dessus tout la consultation loyale de tout le Parti; il a été chargé d'administrer le Parti depuis le Congrès de Marseille : il doit donc rendre compte de son mandat et se soumettre au verdict des militants. C'est pour mieux FAUSSER CE VERDICT qu'il commence par éliminer les représentants de la minorité — qui grandit et qui jette l'inquiétude dans ses rangs.

Quant à nous, sans modifier en quoi que ce soit notre attitude politique, spécifiquement socialiste, nous faisons appel à la conscience des militants.

M. P.

« Je ne puis résister au désir de féliciter et de remercier tous ceux qui, dans nos clubs, ont facilité notre besogne.

A. Costedoat (« Le Socialiste », 1^{er} mai 1938.)

VOIX DE PROVINCE

CROQUIS DE SÉANCE

Conseil national, 9 avril 1938

Que les hommes sont donc compliqués! L'Hévéder est un des rares orateurs qui aient abordé les problèmes essentiels, notamment la nécessité d'achever la revision des traités, seule base possible au désarmement général. Mais pourquoi, dans la première partie de son discours, L'Hévéder a-t-il éprouvé le besoin de tresser des guirlandes à notre groupe parlementaire? Pourrait-il nous dire où, quand, comment le groupe parlementaire s'est engagé dans cette œuvre de paix?

×

Salomon Grumbach estime, du moins à un moment de son discours, que notre groupe au pouvoir nous rend la propagande très facile, qu'elle n'a, pour ainsi dire, jamais été plus facile. Haut les cœurs! Arrière les défaitistes! Pour ne pas laisser perdre de pareilles ressources d'enthousiasme, nous proposons qu'on envoie d'urgence Salomon Grumbach catéchiser les métallos en grève, et nous applaudissons d'avance au succès qu'il ne manquera pas de remporter.

×

Zyromski a trouvé le moyen de liquider d'un mot ce jeune Marceau Pivert : « Alors, pour arrêter la guerre, vous en êtes encore à compter sur la grève générale! » Car le libre commerce avec l'Espagne républicaine ou la revision pacifique des traités impérialistes, Zyromski croit habile de les supprimer dans le programme du voisin. Et c'est lui qui organise la grève générale... contre les arguments d'autrui.

×

Les badauds s'en vont répétant : « Comment les purs ont-ils pu changer à ce point? Hier contre la participation, aujourd'hui pour l'union nationale. Quelle évolution! » Est-ce curieux? J'éprouve pour ma part l'impression inverse. Ce grave monsieur à barbe et à Légion d'honneur qui parle avec des trémolos de la défense nationale et de l'union sacrée me paraît au contraire admirablement dans son rôle. On jurerait qu'il n'a fait que cela toute sa vie. C'est comme si un masque était tombé, comme si la nature reprenait enfin ses droits. Jadis nous accusions ces bravaches de ne vouloir le socialisme que pour l'an 2000. Nous avions tort. Ils n'en veulent ni pour l'an 2000, ni pour l'an 4000. Ils n'en veulent pas du tout.

MAURICE DEIXONNE.

S'il y a aujourd'hui, dans la socialdémocratie, des masses de plus en plus grandes dégoûtées par l'absence d'idéal et de principes de la politique régnant dans le Parti, c'est entièrement grâce à la tendance de gauche qu'elles n'ont pas toutes quitté le Parti déjà depuis longtemps. Plus forte est la tendance de gauche à l'intérieur de la socialdémocratie, plus elle maintient sous le drapeau du Parti les éléments révolutionnaires vivants et, avant tout, la jeunesse...

Max ADLER.

(Le Socialisme de gauche.)

UNE THÈSE INSOUTENABLE

C'est celle que de nombreux orateurs du Conseil national ont exprimée en passant, comme allant de soi, et qui pourrait s'énoncer de la sorte : « Nous voulons bien de l'union nationale dirigée par un socialiste; nous n'en voulons plus si la direction nous échappe. » En ce qui nous concerne, nous n'hésitons pas à déclarer que cette thèse, quels que soient les arguments qu'on puisse apporter en sa faveur, est à la fois puérile, fausse et terriblement dangereuse.

Elle est puérile, parce que le talent, l'expérience, la vigilance républicaine, qui sont apparemment plus répandus dans notre groupe parlementaire que dans n'importe quel autre, ne constituent pourtant aucun monopole en notre faveur. Et nous irions tout droit au discrédit et au ridicule si nous avions seulement l'apparence de prendre ce paradoxe pour un axiome.

Elle est fausse parce que nous ne pouvons nous réserver le bénéfice d'une formule que nous n'avons pas inventée, que nous combattons hier, que d'autres depuis des années ont défendue sans nous, la plupart du temps contre nous.

Elle est dangereuse enfin, parce que l'idée d'union nationale qui implique le sacrifice de tous les égoïsmes sur l'autel de la patrie, commande en particulier de faire table rase de toutes les susceptibilités, de tous les amour-propres de parti, fussent les plus légitimes, de sorte qu'un parti qui prône l'union nationale tout en posant des conditions est destiné à s'entendre dire : « Quand d'autres vont faire le sacrifice de leur vie, comment avez-vous le front de vous accrocher à vos portefeilles? »

La preuve qu'il en est bien ainsi, c'est que, malgré le vif courroux de répulsion qui a parcouru le Conseil national, notre groupe parlementaire a finalement accordé sa confiance au ministre Daladier-Mandel, où nous n'avons pourtant ni direction, ni même participation.

Tel est le cercle infernal de l'union sacrée. L'oppositionisme évoque le démon dont il ne sait plus se rendre maître, dont il est déjà le pitoyable esclave.

MAURICE DEIXONNE.

AVIS IMPORTANT

♦ ♦ ♦

L'expérience nous a montré que la diffusion et l'expédition en province des « Cahiers Rouges » ne se faisaient pas avec la rapidité et la méthode indispensables. Nous avons reçu aussi de nombreuses plaintes au sujet des abonnements. Aussi avons-nous décidé de CENTRALISER tous les services de notre revue.

Les camarades sont priés de s'adresser dorénavant, pour tout ce qui concerne les « Cahiers Rouges », à DEGEZ, 51, rue Saint-Georges, à Paris. C. C. P. 1478-50.

« Qu'ils le soutiennent avec intelligence... »

Un véritable complot, tramé contre les volontés du pays, a conduit les élus du Front populaire dans les bras de la bourgeoisie... Désormais, nous sommes sous la dictature financière des grosses banques qui dirigent, en fait, l'équipe Daladier et de l'Etat-major, y compris les généraux affiliés au C.S.A.R.; cela nous réserve des lendemains particulièrement redoutables.

Maintenant qu'on en est arrivé là, que souhaite la bourgeoisie? Que le Parti socialiste accepte de la couvrir sur sa gauche en menant la lutte contre l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Dans l'Ordre, Emile Buré trace ainsi le rôle du Parti : « Daladier a eu raison d'offrir aux socialistes de collaborer avec lui, mais il ne doit pas trop, selon nous, se désoler qu'ils aient tenu à reprendre leur liberté d'action. Son cabinet y gagnera peut-être en homogénéité. Qu'ils le soutiennent avec intelligence, c'est seulement ce qu'il faut souhaiter. Au vrai, les plus avertis d'entre eux se rendent compte depuis longtemps déjà que la structure économique même de ce pays petit bourgeois leur interdit, sous peine de contre-révolution, de pousser plus loin la Révolution ouvrière qu'ils accomplissent à la suite de leur victoire électorale de mai 36... »

Et voilà.

C'est simple...

Il suffit de persuader la classe ouvrière que la Révolution est faite... et que ceux qui en parlent encore sont des agents de l'Allemagne, et il faut surtout que le groupe socialiste « soutienne Daladier avec intelligence ».

Voilà qui est fait!

Ça commence bien!

Mais LE PARTI, que pense-t-il de ce complot?

R. CAZANAVE.

UN AVEU

♦ ♦ ♦

« On rencontre des camarades qui vous encourageaient depuis des mois à faire cesser l'indiscipline, qui vous montraient le danger de laisser se développer les insupportables campagnes de dénigrement contre la politique et les tactiques adoptées par nos congrès et aussi les campagnes d'injures publiques contre les militants responsables. Les mêmes vont maintenant trouver, avec la bouche en cœur, ceux qui ont été frappés SUR LEURS CONSEILS ET LEURS ENCOURAGEMENTS, pour s'excuser, etc. »

Paul Faure (« Bulletin socialiste », 9 mai.)

Voilà l'aveu que, depuis longtemps, on cherchait le prétexte pour pouvoir frapper.

Sur des conseils, sur des encouragements, on a frappé.